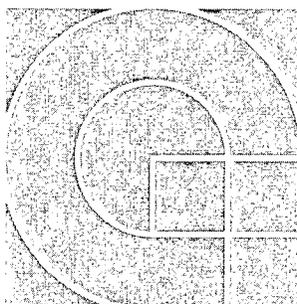


Signalé à MUP
le 21.07.98

LA GÉOGRAPHIE

12-13 DÉCEMBRE 1990, AMPHITHÉÂTRE POINCARÉ



AFFICHES

de la géographie

~~C.E.D.I.D. - IRD~~

GRANDS
COLLOQUES
DE
PROSPECTIVE

MINISTÈRE
DE LA RECHERCHE
ET DE LA TECHNOLOGIE

Fonds Documentaire IRD
Cote: B*22939 Ex: *unif*
à B*22950

~~CAJ~~
MUV



Jean-Paul Duchemin

responsable de l'UR Unité de recherches du Département SUD, ORSTOM

L'état des lieux

Depuis environ cinq ans, se sont individualisés trois sous ensembles qui ont connu, de par leur dynamique propre, des évolutions diverses.

A. Politiques urbaines et stratégies des acteurs

L'angle d'approche privilégié fut, au départ, le logement; le thème central en fut les stratégies des citadins et des néocitadins pour accéder au logement. Rapidement c'est tout l'espace urbain qui est analysé comme un enjeu où s'affrontent stratégies de pouvoir et pratiques sociales.

Ces recherches conduisent à préciser le concept de résidence, à mettre à jour de nouveaux modèles de sociabilité où la parenté se recompose. La reconnaissance dans cet espace disputé de l'importance de l'accès au sol urbain conduit à s'intéresser aux pratiques foncières locales et aux politiques foncières étatiques et tout récemment à l'émergence d'un droit foncier intermédiaire.

Les travaux avaient privilégié le point de vue du citadin en quête d'habitat. Leur développement conduit les chercheurs à s'intéresser, après les politiques du logement (*sensu lato*: de l'opération programmée d'habitat aux politiques de lotissement) aux politiques urbaines que proposent, et plus souvent imposent, les «autorités» — qu'elles soient nationales (État, municipalités...) ou internationales (Banque Mondiale...).

Il s'agit alors d'analyser la confrontation entre ces politiques et les desiderata des habitants, les compromis réalisés, les stratégies mises en œuvre de part et d'autre pour imposer ou composer.

B. L'Atlas informatisé de Quito

Il s'agissait de concevoir, de mettre au point et de tester en vraie grandeur un logiciel capable de lire intelligemment les connexions entre espaces et réseaux. Chaque donnée doit être localisée; dès lors une attention particulière doit être portée à son adéquation à l'espace; à quelle échelle son usage est-il pertinent? Peut-elle être agrégée, et surtout désagrégée? Des analyses très fines sur le niveau de pertinence ont été menées.

La banque de données doit être alimentée, pour l'essentiel, en données produites en routine par les administrations et les services publics et para-publics; aussi a-t-il fallu en vérifier la fiabilité tant dans les méthodes de recueil que dans la périodicité respectée. Face à des trous d'information ou des zones de fragilité de la donnée, comment «reconstruire» des données fiables?

Fonds Documentaire IRD



010022945

Fonds Documentaire IRD

Cote : BX22945

131

EX: unispa

Enfin, des éléments essentiels de la connaissance de la ville ne sont pas produits par les administrations et les services. L'enquête est indispensable (activités, foncier, migrations alternantes...), comme elle le devient pour pallier fragilités ou absences constatées.

La connaissance de l'espace urbain lui-même, au-delà des limites administratives, n'est pas assurée, l'outil de l'imagerie-satellite est alors exploré pour étendre l'espace connu avec un degré de précision géographique suffisant.

C'est la phase à venir qui porte en elle le plus d'intérêt proprement scientifique. Il s'agira de réfléchir sur la construction d'indicateurs de dysfonctionnement de l'espace urbain: mise au point d'indicateurs globaux certes, mais aussi mise en lumière dans l'espace urbain des «points noirs». Ceci suppose qu'une réflexion nouvelle soit conduite sur normes et réglementations.

C. Le rôle des villes dans l'espace

Ce n'est que depuis peu que ce thème est au cœur de deux programmes de recherche de l'UR.

Au Togo, où le souci est de comprendre l'émergence du tissu des petites villes en insistant sur les promoteurs sociaux historiques de ces villes pour en décrypter les dynamiques internes.

En Égypte, où la croissance spatiale d'une mégapole au détriment des terres arables met en danger la capacité du pays à se nourrir. Les tentatives d'équilibrer la capitale par des villes satellites ayant eu, semble-t-il, pour résultat premier d'accroître encore la tâche urbaine, l'appel à la recherche se fait en deux directions: construire des *new settlements* dans le désert? ou quel devenir pour les villes moyennes du Delta ou du Canal?

Un projet: des politiques et des pouvoirs

L'avancée des connaissances, l'affinement des concepts, la convergence des réflexions vers le champ perçu, en dernier ressort, comme explicatif, nous conduisent à formuler deux axes de recherche couvrant, à travers diverses opérations en cours ou en projet, le champ vaste et complexe du *politique*.

Ce projet procède d'un constat: l'urbain n'est pas seulement objet de politiques, il est aussi *objet politique* comme l'attestent les événements dramatiques survenus dans plusieurs grandes villes des pays en développement au cours de ces dernières années. Il ne s'agit pas, ce disant, de jouer sur les mots mais bien de montrer que la ville constitue à la fois un enjeu majeur social et un registre de lecture irremplaçable du politique.

Sur la ville

Les observateurs sont de plus en plus nombreux à considérer que les ressources du modèle actuel d'urbanisation sont épuisées. On s'achemine un peu partout vers la fin du laisser faire et vers la mise en cause des relations sociales de propriété qui restent cependant l'horizon indépassable de l'utopie urbaine.

L'ambition serait de se situer dans le triangle lois du marché-allocation planifiée-access sauvage, au cœur d'un processus permanent de réinvention du politique par les forces sociales en présence.

La coexistence, contradiction seulement apparente, entre la dérégulation et la privatisation des services prônées par l'école américaine et la prise de pouvoir sur les quartiers par la population va être troublée par l'émergence du pouvoir municipal dont la légitimité devra tenir, et de l'offre de service au plus juste prix et de l'élection démocratique. À travers l'émergence de pouvoirs municipaux qui, semble-t-il, devront se fonder de plus en plus sur des consensus composites du tissu social urbain (la fin des populismes?) se profile une redéfinition des rôles et des droits des acteurs urbains et l'émergence d'une authentique gestion urbaine partagée.

Sur les villes

Le monde francophone découvre avec retard l'échelle de la région. Dans la culture politique anglo-saxonne, la fédération d'États/régions a souvent été préférée au système jacobin dont il faut rappeler que son fondement fut la méfiance. Aujourd'hui, le discours dominant des bailleurs de fonds prône, sur ce thème, le retour au local. Dans un certain nombre de situations, promouvoir un pouvoir local ou le revendiquer c'est s'engager dans un conflit larvé ou ouvert avec l'État. Dans d'autres, on peut s'interroger sur la réalité du pouvoir ainsi octroyé au local. Parallèlement, le discours sur l'inégalité de développement entre les espaces d'un territoire national prend de l'ampleur. L'État se croit souvent tenu d'y répondre, quelquefois explicitement au nom d'un consensus national à construire, à confirmer, à renforcer ou à entretenir.

Ces revendications régionales, tout en étant le produit des notables locaux, les suscitent et les promeuvent. Ces notables ne sont pas que le petit groupe des professionnels de la politique. En fait, il s'agit d'un groupe souvent complexe qui associe le pouvoir intellectuel local (à travers les journaux locaux par exemple) les bourgeoisies locales et les professionnels de la politique. Ces groupes, promoteurs de l'idée et porteurs de la revendication, sont toujours urbains. Dès lors, comment ne pas lire le discours tenu, les pratiques en œuvre et les constructions régionales en cours sans en référer à ces groupes sociaux urbains dominants.

Notre projet, pour ce second axe, est l'étude des logiques, des pratiques et des représentations des politiques de décentralisation ou de régionalisation conçues et mises en œuvre par les classes urbaines dominantes avec ou contre l'État.